



Assemblée générale

Distr. générale
14 septembre 2012
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session

Point 124 de l'ordre du jour

**Réforme de l'Organisation des Nations Unies :
mesures et propositions**

Rapport des cofacilitateurs sur le processus intergouvernemental ouvert à tous visant à mener des négociations ouvertes, transparentes et sans exclusive sur la façon de renforcer et d'améliorer le fonctionnement de l'ensemble des organes conventionnels chargés des droits de l'homme

Note du Président de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale, dans sa résolution 66/254 du 23 février 2012, a prié son président d'engager un processus intergouvernemental ouvert à tous afin de mener des négociations ouvertes, transparentes et sans exclusive sur la façon de renforcer et d'améliorer le fonctionnement de l'ensemble des organes conventionnels chargés des droits de l'homme, et de nommer deux cofacilitateurs afin de l'aider à mettre en œuvre ce processus. Comme suite à cette demande, j'ai nommé le 11 avril 2012 M^{me} Greta Gunnarsdottir, Représentante permanente de l'Islande auprès de l'Organisation des Nations Unies, et M. Desra Percaya, Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies, cofacilitateurs.

J'ai maintenant l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport établi par les cofacilitateurs du processus intergouvernemental de l'Assemblée générale visant à renforcer et améliorer le fonctionnement effectif de l'ensemble des organes conventionnels chargés des droits de l'homme, qui contient les délibérations et les recommandations du processus intergouvernemental (voir annexe).

* Nouveau tirage pour raisons techniques (6 décembre 2012).



Annexe

Rapport du processus intergouvernemental ouvert à tous visant à mener des négociations ouvertes, transparentes et sans exclusive sur la façon de renforcer et d'améliorer le fonctionnement de l'ensemble des organes conventionnels chargés des droits de l'homme

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction et généralités	3
II. Activités réalisées par les cofacilitateurs pendant la soixante-sixième session de l'Assemblée générale	3
III. Organisation des travaux	4
IV. Modules thématiques et liste non exhaustive de questions	5
V. Consultations avec les présidents des organes conventionnels chargés des droits de l'homme	6
VI. Tribune réunissant des représentants de la société civile	7
VII. Recommandations	7
Appendice : liste non exhaustive de questions	9

I. Introduction et généralités

1. Le 23 février 2012, l'Assemblée générale a adopté la résolution 66/254, intitulée « Processus intergouvernemental de l'Assemblée générale visant à renforcer et améliorer le fonctionnement effectif de l'ensemble des organes conventionnels chargés des droits de l'homme », dans laquelle elle priait son président de prendre les mesures ci-après :

a) Engager dans son cadre un processus intergouvernemental ouvert à tous afin de mener des négociations ouvertes, transparentes et sans exclusive sur la façon de renforcer et d'améliorer le fonctionnement de l'ensemble des organes conventionnels chargés des droits de l'homme et de nommer deux cofacilitateurs afin de l'aider à mettre en œuvre ce processus;

b) Mettre en place les moyens de communication voulus avec la Présidente du Conseil des droits de l'homme et établir, après avoir consulté les États Membres, des accords informels distincts afin que le processus intergouvernemental ouvert à tous tire profit des conseils et connaissances des organes conventionnels et des institutions nationales chargés des droits de l'homme ainsi que des organisations non gouvernementales concernées, en gardant à l'esprit le caractère intergouvernemental du processus;

c) Lui faire rapport, avant la fin de la soixante-sixième session, sur les délibérations et les recommandations du processus intergouvernemental ouvert à tous afin qu'elle les examine et envisage, le cas échéant, de prolonger le processus.

2. Le présent rapport a pour objet d'informer les États Membres des délibérations du processus intergouvernemental, conformément à la résolution.

3. Dans ses rapports publiés sous les cotes A/HRC/19/28 et A/66/344, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a informé les États Membres des difficultés auxquelles se heurtaient actuellement les organes conventionnels et leur a recommandé d'adopter plusieurs mesures en vue de remédier à la situation, à court et à long terme. Ces rapports ont jeté les bases des futurs débats des États Membres sur la question.

4. En outre, dans son rapport récemment publié sous la cote A/66/860 et établi sur la base des vastes consultations qu'elle a menées auprès de nombreux acteurs, la Haut-Commissaire a tenté de traiter la question de manière exhaustive et de fournir aux États Membres des renseignements et des recommandations concernant de multiples questions relatives aux organes conventionnels.

II. Activités réalisées par les cofacilitateurs pendant la soixante-sixième session de l'Assemblée générale

5. Dans une lettre datée du 11 avril 2012, le Président de l'Assemblée générale a nommé M^{me} Greta Gunnarsdottir, Représentante permanente de l'Islande, et M. Desra Percaya, Représentant permanent de l'Indonésie, cofacilitateurs chargés de l'aider à mettre en œuvre le processus.

6. Les cofacilitateurs ont tenu de nombreuses consultations, dont :
- a) Deux réunions informelles avec les États Membres, les 12 juin et 2 juillet 2012;
 - b) De nombreuses consultations bilatérales avec les États Membres;
 - c) Une visioconférence avec les Présidents des organes conventionnels, le 25 juin 2012;
 - d) Des débats thématiques, qui ont eu lieu du 16 au 18 juillet 2012 et auxquels ont participé des experts des organes conventionnels ainsi que des représentants d'institutions nationales de défense des droits de l'homme et de la société civile;
 - e) Une tribune réunissant des représentants de la société civile, le 4 septembre 2012, afin de leur permettre de participer au débat sur les moyens de renforcer et d'améliorer le fonctionnement effectif de l'ensemble des organes conventionnels chargés des droits de l'homme;
 - f) Des consultations informelles les 6, 10, 11 et 12 septembre 2012 en vue d'étudier un projet de résolution pour adoption à la soixante-sixième session de l'Assemblée générale.

III. Organisation des travaux

7. Lors de la réunion avec les États Membres du 12 juin 2012, plusieurs d'entre eux ont dit espérer que les cofacilitateurs seraient en mesure de faire progresser le processus, comme convenu dans la résolution. Les délégations étaient toutefois conscientes que d'autres rencontres et consultations étaient prévues pour les derniers mois de la soixante-sixième session de l'Assemblée générale.
8. Parmi les rencontres mentionnées par les délégations, il convient de citer en particulier la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, la session de fond du Conseil économique et social et la Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes. Afin d'éviter tout chevauchement dans les emplois du temps, les cofacilitateurs ont présenté aux États Membres un calendrier leur laissant suffisamment de temps pour étudier les nouveaux rapports, comme celui de la Haut-Commissaire cité dans la résolution, et faire progresser le débat de fond.
9. L'Assemblée générale réaffirme, aux paragraphes 4 et 6 de sa résolution 66/254, que les délibérations tenues dans le cadre du processus devront être ouvertes à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, aux États dotés du statut d'observateur, aux organisations intergouvernementales et aux organismes des Nations Unies concernés, et prie son Président d'établir, après avoir consulté les États Membres, des accords informels distincts afin que le processus intergouvernemental ouvert à tous tire profit des conseils et connaissances des organes conventionnels et des institutions nationales chargés des droits de l'homme ainsi que des organisations non gouvernementales concernées.
10. Gardant ces dispositions à l'esprit, les États Membres ont exprimé des avis divergents sur la meilleure façon de tirer profit des conseils et connaissances des organes conventionnels et des institutions nationales chargés des droits de l'homme ainsi que des organisations non gouvernementales concernées.

11. Les cofacilitateurs se sont alors entretenus avec les représentants de plusieurs délégations et ont entendu les avis des États Membres sur la question lors des consultations informelles, et ont formulé un certain nombre d'observations sur la meilleure façon d'organiser leur participation au processus intergouvernemental, sans préjuger pour autant des modalités futures.

12. À l'issue de ces consultations, auxquelles ont participé des représentants d'institutions nationales de défense des droits de l'homme et d'organisations non gouvernementales, les institutions appliquant les Principes de Paris et les organisations dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ont pu avoir des échanges directs afin de faire part de leurs vues sur plusieurs sujets de préoccupation. Les organisations non gouvernementales non dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ont aussi pu, après consultation des États Membres, prendre la parole conformément à la procédure d'approbation tacite. En outre, des représentants d'institutions nationales de défense des droits de l'homme se sont exprimés lors de l'ouverture des débats thématiques qui ont eu lieu du 16 au 18 juillet.

13. Les cofacilitateurs ont noté que plusieurs délégations avaient mis en avant que les compétences particulières et l'expérience de certains acteurs pourraient faire progresser le processus, et avaient donc demandé que ces acteurs, en particulier les experts des organes conventionnels, puissent y participer. Comme suite à cette demande, les cofacilitateurs ont invité le Président et le Vice-Président de la réunion des présidents des organes conventionnels chargés des droits de l'homme à participer en qualité d'expert aux débats thématiques du 16 au 18 juillet. Les cofacilitateurs ont également proposé à tous les présidents de ces organes conventionnels de coordonner les communications avec leurs comités respectifs, et encouragé la poursuite des débats au sein de chaque comité.

IV. Modules thématiques et liste non exhaustive de questions

14. Les cofacilitateurs, tenant compte des vues exprimées par les États Membres lors des consultations informelles des 12 juin et 2 juillet 2012, concernant notamment la nécessité de tenir des débats structurés sur des questions liées au renforcement du fonctionnement de l'ensemble des organes conventionnels, ont défini des modules thématiques afin d'orienter les consultations évoquées ci-après.

15. Les consultations thématiques, qui ont eu lieu du 16 au 18 juillet 2012, devaient permettre aux États Membres de débattre des sujets proposés par les cofacilitateurs et de toute autre question qu'ils considéraient essentielle dans le cadre du processus intergouvernemental.

16. Les cofacilitateurs ont présenté une liste initiale et non exhaustive de points à aborder, établie à partir des communications et observations présentées par les États Membres, des rapports soumis par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et d'autres entités, sur le renforcement et l'amélioration du fonctionnement effectif des organes conventionnels chargés des droits de l'homme.

17. Ces modules portaient sur les thèmes suivants :

- a) Recommandation de la Haut-Commissaire concernant le calendrier global;
- b) Procédure de présentation des rapports;
- c) Méthodes de travail;
- d) Capacité de mise en œuvre.

18. La question des ressources nécessaires au bon fonctionnement des organes conventionnels a été abordée dans le cadre de chacun des thèmes. Les quatre modules avaient été définis de façon suffisamment vastes pour permettre l'examen de sujets divers. Enfin, une liste non exhaustive de questions à étudier dans le cadre de chaque module avait été distribuée à tous les États Membres avant les consultations du 16 au 18 juillet, en vue de faciliter les débats.

19. Au cours des débats thématiques, les États Membres ont examiné activement un certain nombre de sujets, y compris ceux figurant sur la liste non exhaustive qui leur avait été distribuée. Ils ont aussi fait de nouvelles propositions et observations et soulevé des questions particulièrement intéressantes concernant les points de cette liste, aidant ainsi à faire progresser les débats. Les cofacilitateurs ont tenté de rendre compte de ces questions dans l'appendice du présent rapport.

20. Lors des débats, les cofacilitateurs ont constaté que certaines questions faisaient déjà l'objet d'un consensus tandis que d'autres devaient être modifiées afin de mieux correspondre aux attentes des États Membres. Pour d'autres encore, comme les ressources, le calendrier global et le renforcement des capacités, les États Membres ont demandé de plus amples précisions.

21. Plusieurs délégations ont estimé que certains problèmes pourraient éventuellement être réglés à court terme, comme la procédure simplifiée de présentation des rapports, la question des comptes rendus analytiques, les services de diffusion sur le Web et de visioconférence, l'élaboration d'un guide décrivant les attentes, la disponibilité et la charge de travail des experts des organes conventionnels, la nécessité de rattraper les retards, de coordonner les demandes de temps de réunion supplémentaire ainsi que la nécessité de mieux cibler les observations finales des organes conventionnels.

22. Certaines délégations ont jugé qu'il fallait ne pas se concentrer uniquement sur les questions susmentionnées mais étudier tous les sujets avec la même priorité, dans l'espoir de parvenir à un accord global.

V. Consultations avec les présidents des organes conventionnels chargés des droits de l'homme

23. Le 25 juin 2012, les présidents des organes conventionnels chargés des droits de l'homme réunis à Addis-Abeba ont demandé aux cofacilitateurs de s'entretenir avec eux par visioconférence afin de leur faire part d'un certain nombre d'observations :

- a) Ils ont indiqué que chaque organe conventionnel avait participé de façon active et constructive au processus de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux

droits de l'homme et qu'ils espéraient poursuivre dans cette voie dans le cadre du processus intergouvernemental;

b) Ils ont souligné que les organes conventionnels s'étaient employés à renforcer leur fonctionnement, notamment grâce à l'élaboration de directives visant à guider leurs activités et à l'harmonisation de leurs méthodes de travail, tout en relevant des différences entre ces organes;

c) Ils ont salué le rapport de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, en particulier sa recommandation concernant le calendrier global.

VI. Tribune réunissant des représentants de la société civile

24. Afin de permettre à la société civile de s'exprimer et de participer au débat dans le cadre du processus intergouvernemental, une tribune a été organisée à son intention le 4 septembre 2012.

25. La mise en place d'un système de visioconférence a permis à davantage de personnes intéressées à New York et à Genève de prendre part à cette tribune. Les participants ont salué les efforts déployés par les cofacilitateurs, mais certains ont jugé qu'il fallait associer à ce processus un plus grand nombre d'organisations de diverses régions.

26. Les représentants de la société civile ont fait part de diverses préoccupations concernant des questions de procédure et de fond. Certains ont dit que leur contribution au processus intergouvernemental ne pourrait être réellement utile que si les dispositifs mis en place pour faciliter leur participation étaient renforcés. Plusieurs propositions dans ce sens ont donc été transmises aux cofacilitateurs pour examen.

VII. Recommandations

27. Les États Membres ayant eu relativement peu de temps pour délibérer et étudier les nombreuses questions soulevées jusqu'ici dans le cadre du processus intergouvernemental de l'Assemblée générale visant à renforcer et améliorer le fonctionnement effectif de l'ensemble des organes conventionnels chargés des droits de l'homme, aucune recommandation précise n'a été formulée.

28. Les cofacilitateurs ont jugé que la démarche adoptée par les États Membres était globalement positive et constructive. Les débats ont montré qu'il y avait matière à poursuivre les consultations. Il a donc été recommandé que l'Assemblée générale reconduise, à sa soixante-septième session, le processus intergouvernemental visant à renforcer et améliorer le fonctionnement effectif de l'ensemble des organes conventionnels chargés des droits de l'homme.

29. Par souci de clarté, il est nécessaire d'obtenir de plus amples informations sur certaines questions, comme celles liées au financement du fonctionnement des organes conventionnels. Les cofacilitateurs recommandent donc d'effectuer un examen complet des coûts de fonctionnement de l'ensemble de ces organes et d'en communiquer les résultats au processus intergouvernemental reconduit dans une note d'information avant la fin de 2012. Cette note contiendrait des renseignements détaillés sur plusieurs questions liées à l'établissement des coûts, y compris les frais

de fonctionnement du système actuel, notamment pour ce qui est des services de conférence et de documentation, les ressources supplémentaires qui seraient nécessaires pour rattraper les retards pris et financer tous les services dont ont besoin les organes conventionnels et le coût unitaire pour chacun de ces organes.

Appendice

Liste non exhaustive de questions

Les cofacilitateurs ont établi une liste non exhaustive de questions à traiter afin de structurer les débats tenus dans le cadre du processus intergouvernemental. Chaque module thématique a été défini de façon suffisamment vaste pour permettre l'examen de sujets divers et la liste ci-après a un caractère purement indicatif. La question du financement du fonctionnement de l'ensemble des organes conventionnels doit être examinée dans le cadre de chacun des thèmes, comme on l'a fait lors des débats thématiques^a.

I. Calendrier global

Aperçu

La Haut-Commissaire a proposé de mettre en place un calendrier exhaustif pour la présentation des rapports en vue d'établir un programme plus clair et plus efficace et, de manière générale, de rationaliser le processus. Selon cette proposition, tous les délais de présentation des rapports seraient regroupés dans un calendrier unique portant sur un cycle de cinq ans. Au cours d'un cycle, les États ayant ratifié tous les instruments présenteraient au plus deux rapports par an. Après la soumission d'un rapport par un État, les autres parties intéressées disposeraient de six mois pour apporter des informations supplémentaires, puis l'organe conventionnel concerné aurait encore six mois pour préparer le dialogue qui aurait lieu avec l'État partie. Avec ce système, chaque État présenterait sur une période de cinq ans tous les rapports qu'il doit établir au titre de tous les instruments auxquels il est partie, et chaque rapport serait examiné dans l'année suivant sa présentation.

Liste non exhaustive de questions

1. **Possibilités de rationaliser les travaux des organes conventionnels** – Dans quelle mesure le calendrier global permettrait-il de rationaliser les travaux des organes conventionnels?
2. **Modalités et ordre d'examen des rapports** – Quelles sont les implications découlant de l'échelonnement de l'examen des rapports? Convient-il par exemple d'examiner certains rapports au cours de la même année, voire en même temps?
3. **Durée du cycle** – Quelle serait la durée optimale pour le cycle d'examen dans le cadre du calendrier global?
4. **Ressources nécessaires, à court et à long terme, et économies pouvant être réalisées à terme** – Quels sont les coûts engendrés à court et à long terme par la mise en œuvre du calendrier global? Parallèlement, quelles économies découleront à terme des gains d'efficacité?

^a Ces thèmes ont été établis à partir des communications et observations présentées par les États Membres et d'autres entités, du dernier rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ainsi que des précédents rapports du Secrétaire général.

II. Méthodes de travail

Aperçu

Ce module traite des questions liées au renforcement de l'indépendance et de la compétence des membres des organes conventionnels, aux procédures relatives aux communications émanant de particuliers, aux enquêtes, aux visites dans les pays et à l'amélioration de la visibilité et de l'accessibilité des organes conventionnels.

Liste non exhaustive de questions

1. Directives sur l'indépendance et l'impartialité des membres des organes conventionnels chargés des droits de l'homme dans l'exercice de leurs fonctions – Directives adoptées par les présidents des organes conventionnels pour garantir l'indépendance et l'impartialité des membres de ces organes.
2. **Diffusion des réunions sur le Web pour améliorer l'accessibilité et la visibilité des organes conventionnels au niveau national** – Diffusion sur le Web de toutes les réunions publiques des organes conventionnels afin d'améliorer la transparence et de faire participer davantage de parties intéressées au processus de présentation des rapports.
3. **Visioconférence** – Utilisation des techniques de visioconférence en vue de faciliter la participation des différentes entités à tous les stades de la présentation des rapports.
4. Élaboration d'un guide décrivant les attentes, la disponibilité et la charge de travail des experts des organes conventionnels et création d'un site Internet unique consacré aux élections à ces organes – Établissement d'un guide contenant des faits et des informations sur les élections aux organes conventionnels et définissant les conditions et autres critères d'admission à ces organes, le but étant d'appeler l'attention sur ce qu'on attend concrètement des experts des organes conventionnels et sur leur charge de travail.
5. Proposition de politiques et de procédures pour la présentation des candidatures et l'élection des experts des organes conventionnels – Réflexions sur les initiatives nationales propres à garantir la transparence et la désignation d'experts hautement qualifiés, la procédure électorale et le mandat des experts des organes conventionnels.
6. Création d'une tribune publique ouverte permettant à tous les États de présenter leurs candidats potentiels ou pressentis pour siéger dans les organes conventionnels – Création d'une tribune ouverte, animée par cinq anciens membres d'organes conventionnels, faisant appel aux technologies modernes, y compris les médias sociaux, pour assurer la transparence des procédures de sélection.
7. **Renforcement de l'efficacité des réunions des États parties** – Renforcement du dialogue entre les États parties lors de leurs réunions ordinaires, par exemple grâce à l'inscription systématique à l'ordre du jour de leurs réunions ou conférences d'un point couvrant les questions qui ont une incidence sur l'application intégrale et effective de l'instrument concerné.

8. **Autres mesures visant à améliorer la visibilité et l'accessibilité des organes conventionnels** – Mise en place, par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, d'une stratégie de communication visant à diffuser plus largement les résultats des travaux des organes conventionnels et adoption d'autres mesures telles que l'utilisation des médias sociaux, l'amélioration du site Web du Haut-Commissariat, la compilation des recommandations sur l'Index universel des droits de l'homme ou encore la création d'une base de données publique contenant notamment les communications émanant de particuliers.

9. Création d'une base de données regroupant les décisions des organes conventionnels relatives aux communications émanant de particuliers ainsi que des informations sur la suite qui y a été donnée – Création d'une base de données pouvant être consultée dans les six langues officielles de l'Organisation et contenant tous les dossiers dont ont été saisis les mécanismes d'examen des plaintes.

10. **Groupe de travail commun à tous les organes conventionnels chargé des communications émanant de particuliers** – Mise en place d'un groupe de travail commun, composé d'experts issus des divers organes conventionnels et chargé de traiter les communications émanant de particuliers afin d'améliorer la cohérence de la jurisprudence.

11. Renforcement des capacités du Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants – Renforcement de la capacité du Sous-Comité d'effectuer davantage de visites régulières et de visites consultatives de suivi.

12. Examen des bonnes pratiques concernant l'application des règles de procédure et des méthodes de travail et adoption de directives communes – Élaboration de directives écrites communes concernant les questions de procédure relatives au traitement des communications émanant de particuliers et à la réalisation des enquêtes.

13. **Règlements amiables** – Possibilité de règlements amiables dans les cas où les parties poursuivent des consultations en vue de trouver un terrain d'entente.

III. Procédure de présentation des rapports

Aperçu

Ce module thématique couvre des questions telles que la procédure de présentation des rapports, y compris la procédure simplifiée (liste des points à traiter), le nombre maximum de pages, la réduction ou la suppression des comptes rendus analytiques, et l'établissement d'observations finales mieux ciblées et de documents de base communs.

Liste non exhaustive de questions

1. **Application de la procédure simplifiée de présentation des rapports** – Procédure simplifiée facultative de présentation des rapports, souvent désignée sous le nom de « listes des points à traiter établies avant la soumission des rapports ».

2. Réduction des traductions de comptes rendus analytiques ou remplacement de ces comptes rendus par la diffusion des séances sur le Web – Limiter l'utilisation des ressources allouées aux services de conférence pour financer l'établissement des comptes rendus analytiques ou envisager de les remplacer par la diffusion des séances sur le Web.
3. **Soumission de documents de base communs et de mises à jour régulières** – Soumission facultative d'un document de base commun à tous les instruments, qui remplacerait les rapports individuels présentés à chaque organe conventionnel.
4. Adoption d'une méthodologie harmonisée visant à favoriser un dialogue constructif entre les États parties et les organes conventionnels – Adoption, par tous les organes conventionnels, d'une méthodologie commune sous forme de directives écrites afin de favoriser un dialogue constructif entre les États parties et les organes conventionnels. L'objectif est de faire le meilleur usage du temps disponible et de faciliter un dialogue plus actif et productif avec les États parties dans le cadre de la procédure de présentation des rapports.
5. **Adoption de procédures harmonisées d'examen des communications émanant de particuliers** – Élaboration de directives écrites communes concernant les procédures de traitement des communications émanant de particuliers.
6. **Mesures pour rattraper les retards pris et coordonner les demandes de temps de réunion supplémentaire** – Mesures à prendre pour rattraper les retards pris dans l'examen des rapports, y compris la possibilité de soumettre, une ou deux fois par an, une demande unique de temps de réunion supplémentaire.
7. **Établissement d'observations finales des organes conventionnels mieux ciblées** – Adoption de mesures en vue d'établir des observations finales plus brèves, mieux ciblées, plus concrètes et applicables.
8. **Strict respect du nombre maximum de pages** – Application des directives harmonisées pour l'établissement de rapports au titre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment les directives sur un document de base commun et les documents pour chaque instrument, qui limitent le nombre de pages des rapports devant être soumis par les États parties.
9. **Poursuite de l'institutionnalisation du dialogue avec d'autres partenaires des Nations Unies** – Poursuite de l'institutionnalisation de la coopération entre les organes conventionnels et d'autres entités des Nations Unies en vue d'aider le plus efficacement possible les États parties et les autres acteurs concernés à préparer l'établissement et l'examen des rapports et à y donner suite.
10. Harmonisation des modèles d'échanges entre les organes conventionnels, les institutions nationales de défense des droits de l'homme et les organisations de la société civile – Harmonisation des échanges entre les organes conventionnels et les organisations de la société civile et les institutions nationales de défense des droits de l'homme.
11. **Représailles** – Adoption d'une politique harmonisée et de mesures pour prévenir les représailles contre les défenseurs des droits de l'homme, les victimes et les témoins, et mise en œuvre des mesures voulues pour leur offrir des moyens de recours.

IV. Capacité de mise en œuvre

Aperçu

Ce module traite des questions telles que le renforcement des capacités relatives à l'établissement des rapports, aux mécanismes de présentation des rapports nationaux et de coordination, aux mesures de suivi et à l'harmonisation des procédures de consultation pour l'élaboration des observations et recommandations générales.

Liste non exhaustive de questions

1. **Procédures de suivi des organes conventionnels** – Simplification et renforcement des procédures de suivi des recommandations formulées par les organes conventionnels, qui prévoiraient notamment que les États parties doivent présenter des rapports écrits sur les mesures prises pour donner suite à certaines recommandations.
2. **Harmonisation des procédures de consultation pour l'élaboration des observations et recommandations générales** – Mise en place d'une procédure normalisée assurant la participation des États parties, des entités des Nations Unies, des institutions nationales de défense des droits de l'homme et des organisations de la société civile lors de l'élaboration des observations et recommandations générales.
3. **Renforcement des capacités en matière d'établissement des rapports** – Mise en place d'activités de renforcement des capacités par les organismes des Nations Unies au niveau national à la demande des États parties afin que ceux-ci puissent établir des rapports de meilleure qualité.
4. **Mise en place d'un mécanisme national permanent chargé de l'établissement des rapports et de la coordination** – Mise en place d'un mécanisme national permanent ayant pour but de faciliter la présentation des rapports en temps voulu et d'améliorer la coordination des mesures visant à donner suite aux recommandations formulées par l'ensemble des mécanismes des Nations Unies chargés des droits de l'homme.